

Direction Régionale de l'Environnement, de  
l'Aménagement et du Logement du Centre

St Cyr en Val, le 2 mai 2013

Unité territoriale du Loiret

**INSTALLATIONS CLASSEES**

-----  
**Société GABRIEL ENVIRONNEMENT**

-----  
**Commune de SARAN**

-----  
**Projet d'arrêté préfectoral imposant la production  
d'une étude d'impact et des dangers pour les activités  
soumises à autorisation en vertu du bénéfice de  
l'antériorité sollicité par cette société**

## **RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES**

### **I. Présentation générale**

La société GABRIEL ENVIRONNEMENT (SGE), dont le siège social est implanté 188, route de SANDILLON à SAINT JEAN LE BLANC (45650), exploite, au 171 rue de la Chenille à SARAN, une installation de transit :

- de gravats (provenant de chantiers de démolition),
- d'amiante lié conditionnée,
- de déchets verts,
- de déchets industriels banals (DIB).

Elle exerce également sur ce site une activité de broyage de végétaux et de minéraux.

Suite à une visite d'inspection du site en octobre 2012, Monsieur Rodolphe GABRIEL, agissant en qualité de gérant de la SGE, a transmis le 7 décembre 2012 à l'inspection un dossier de mise à jour des activités qu'il exerce à l'adresse précitée dont certaines, du fait des évolutions réglementaires et du bénéfice des droits acquis tel que le définit l'article L.513-1 du Code de l'environnement, relèvent désormais du régime de l'autorisation.

Il est à noter que cette installation a fait l'objet de plusieurs réclamations de riverains durant la période de 2008 à 2012 pour des nuisances relatives aux odeurs, aux poussières et au bruit qui seraient générées par cet établissement.

Le présent rapport est rédigé en application de l'article R.512-31 du Code de l'environnement visant à lui imposer la réalisation d'une étude d'impact et d'une étude de dangers pour considérer les effets de l'installation sur son environnement.

### **II. Situation administrative de l'établissement**

Par récépissé de déclaration du 18 juin 2007, la société SGE exerce à SARAN des activités :

- de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes, représentant un dépôt de 17 000 m<sup>3</sup>, au titre de la rubrique 2517.b,

- de broyage de produits minéraux, dont la puissance des machines concourant au fonctionnement de l'installation est de 186,5 kW, au titre de la rubrique 2515.2,
- de broyage de substances végétales et de tous produits organiques naturels, dont la puissance des machines concourant au fonctionnement de l'installation est de 360 kW, au titre de la rubrique 2260-2b.

### **III. Modifications apportées aux installations de l'établissement**

Le dossier transmis le 7 décembre 2012 par le pétitionnaire vise à mettre à jour les rubriques liées aux activités exercées sur le site et à régulariser le classement des installations exploitées par la société SGE, notamment par le fait qu'il effectue du transit de DIB sans l'avoir préalablement déclaré.

En effet, le décret n°2010-369 du 13 avril 2010 et le décret n° 2012-1304 du 26 novembre 2012 ayant modifié la nomenclature des installations classées, le tableau de classement de l'établissement s'établit comme suit :

<b>N°</b>	<b>Rubrique</b>	<b>Activité</b>	<b>Volume maximum</b>	<b>Régime</b>
2718-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 1313, 2710, 2711, 2712, 2717 et 2719. La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 tonne	Regroupement de déchets d'amiante lié	30 tonnes	A
2791-1	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782. La quantité de déchets traités étant supérieure ou égale à 10 t/j	Broyage, criblage de - déchets verts, - minéraux	121 t/j	A
2517-2	Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques. La superficie DE L'AIRE DE TRANSIT ETANT Supérieure à 10 000 m <sup>2</sup> , mais inférieure ou égale à 30 000 m <sup>2</sup>	Transit de gravats issus des chantiers de démolition	17 000 m <sup>2</sup>	E
2714-2	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant Supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> mais inférieur à 1 000 m <sup>3</sup>	Transit de déchets industriels banals (DIB)	200 m <sup>3</sup>	D
2716-2	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> mais inférieur à 1 000 m <sup>3</sup> .	Aire d'entreposage de : - déchets verts : 500 m <sup>3</sup> , - déchets bois : 300 m <sup>3</sup>	800 m <sup>3</sup>	DC
2713	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712. La surface étant inférieure à 100 m <sup>2</sup>	alvéole d'entreposage de métaux	50 m <sup>2</sup>	NC

### **III. Propositions de l'inspection**

Au regard des activités exercées sur ce site, l'inspection des installations classées ne dispose pas d'éléments concernant les impacts sur l'environnement ou les risques présentés par cette installation de transit et de traitement de déchets.

L'article R.513-2 du Code de l'environnement prévoit que, dans le cas d'installations fonctionnant au bénéfice des droits acquis, le préfet peut exiger la production des pièces mentionnées à l'article R.512-6 du Code de l'environnement, qui comprennent en particulier une étude d'impact et une étude de dangers. D'autant que le fonctionnement de cet établissement a fait l'objet de plaintes récurrentes depuis plusieurs années.

Par ailleurs, ce site a accueilli par le passé un centre de véhicules hors d'usage dont l'activité a laissé une pollution dans les sols mise en évidence par un diagnostic de pollution des sols et de la nappe des sols mené en 2006 par un bureau d'études.

Le rapport afférent a établi la présence d'une pollution par des métaux, notamment au plomb (11 000 mg/kg de MS), au cuivre (1 400 mg/kg de MS) et au nickel (1 000 mg/kg de MS), située sur la partie Nord Ouest du site à une profondeur de 2 mètres maximum.

Ainsi, visant à considérer l'état des sols et l'usage qui en est fait et la maîtrise de cette pollution, il convient de réaliser une interprétation de l'état milieux ainsi qu'un plan de gestion, selon les dispositions de la circulaire du 8 février 2007 relative aux modalités de gestion et de réaménagement des sites pollués.

D'autre part, les rubriques n° 2718 et 2791 étant visées par les dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement, il convient également d'imposer à l'exploitant le calcul de ces garanties financières.

### **IV. Conclusion**

Au vu des éléments précités, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le préfet du LOIRET, après avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques, de prescrire à la société GABRIEL ENVIRONNEMENT (SGE) la réalisation :

- d'une étude d'impact, complétée par une interprétation de l'état des milieux ainsi qu'un plan de gestion de la pollution présente sur le site,
- d'une étude des dangers concernant l'exploitation de son installation soumise à autorisation au titre des rubriques n° 2718 et 2791,
- du calcul des garanties financières.

Le pétitionnaire aura six mois, à compter de la notification l'arrêté préfectoral, pour transmettre l'ensemble de ces éléments à Monsieur le préfet.

Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire est joint en ce sens en annexe du présent rapport.

L'inspecteur des installations classées,

Signé

Vu et transmis avec avis conforme à M. le préfet de la région Centre, préfet du Loiret  
D.D.P.P. – Service de l'Environnement Industriel – 45042 ORLEANS CEDEX.

Pour le directeur,

Signé